

Les étranglements du peuple grec

Il a suffi que Tsipras annonce la tenue d'un référendum permettant aux Grecs de s'exprimer sur les sacrifices exigés en échange d'argent frais pour que les créanciers considèrent les négociations terminées. « *Puisque le gouvernement grec ne veut pas signer, l'Europe ne prêtera plus un euro à la Grèce* », ont-ils expliqué.

Cette décision est déjà lourde de conséquences : vent de panique bancaire en Grèce, qui a forcé le gouvernement à fermer les banques toute la semaine ; places boursières dans le rouge ; risques d'emballage spéculatif et d'un nouveau chaos financier. Mais si les créanciers ne reviennent pas sur leur décision dans les heures qui viennent, ce sera pire.

La Grèce, qui doit rembourser 1,6 milliard d'euros au FMI le 30 juin au soir, sera poussée à la faillite. Rapidement, elle sera aussi incapable de payer les salaires des fonctionnaires, les retraites et de faire face à ses dépenses intérieures... sauf à créer sa propre monnaie et à sortir de la zone euro.

Les dirigeants européens disent ne pas souhaiter une telle issue. Et tous de jurer qu'ils cherchent un compromis. Mais ils continuent de mettre le couteau sous la gorge du peuple grec.

Et tout cela pourquoi ? Pour payer une dette à laquelle le peuple grec est étranger ! Pour payer une dette qui n'est rien d'autre que le fruit du délire de la finance internationale !

En Grèce, l'endettement s'est envolé avec la crise de 2008, pour les mêmes raisons que dans tous les autres pays : parce qu'il a fallu sauver les banquiers de leurs propres agissements.

Même si la Grèce était l'un des États les plus fragiles de la zone euro, les banques se sont jetées sur les obligations d'État grecques. Mais plus elles doutaient de sa solvabilité, plus elles lui imposaient des taux d'intérêt usuraires, faisant plonger le pays dans la spirale infernale de l'endettement.

C'est un piège bien connu des ménages surendettés ou des collectivités saignées par des prêts toxiques. Au départ, on s'endette pour une petite somme. Comme elle s'avère impossible à payer dans les temps, on réemprunte pour la rembourser à des taux d'intérêt plus élevés et on se retrouve pris dans une spirale infernale où, pour avoir emprunté 10, il faut rembourser 50 ou 100.

Les dirigeants européens rejettent l'échec des négociations sur Tsipras. Michel Sapin, le ministre de l'Économie s'en est pris à la Grèce « *qui voudrait de l'argent sans s'engager à réformer* » !

Mais combien de plans d'austérité les Grecs ont-ils subis pour que le pays, ruiné par les financiers, soit mis sous perfusion de l'Europe ? Combien de licenciements et de souffrances les travailleurs ont-ils endurés pour payer leur dû aux financiers ?

Et comme si, dans ces négociations, Tsipras n'avait pas fait son lot de concessions ! Contre ses engagements électoraux, Tsipras avait concédé de nouvelles privatisations, des reculs des droits à la retraite et l'augmentation de la TVA. Quelles concessions ont fait les créanciers ? Aucune.

Ceux-ci expliquent avoir fait une « *une offre exceptionnellement généreuse de 15 milliards* ». Mais ces 15 milliards seront immédiatement engloutis dans les remboursements, avec intérêts, des prêts du FMI puis de la BCE. La Grèce n'en verra pas un seul euro, mais le jeu d'écriture alourdira la dette grecque de 15 milliards. Et ils appellent ça « aider la Grèce ».

Quant à la façon dont tous les grands démocrates ont assimilé le recours au référendum à un coup de force, elle est édifiante. Dès que le vote permet à la population de s'exprimer sur ce qui l'intéresse concrètement au premier chef, ces Messieurs crient à la provocation. Ce serait pourtant cela la vraie démocratie, et pas ce cirque électoral auquel on nous invite régulièrement et qui consiste à voter pour des gens qui marcheront sur leurs promesses aussitôt élus.

La Grèce n'est pas poussée à la faillite pour 1,6 milliard, ni même pour 5 ou 10. Jamais la Grèce ne pourra payer sa dette, tous les créanciers le savent, mais c'est pour eux une question politique.

À travers la Grèce, les représentants de la bourgeoisie signifient à tous les peuples qu'ils doivent accepter de se saigner pour les financiers. Ils signifient que le paiement des intérêts est au-dessus de tout, au-dessus même de la nécessité de se nourrir, se loger et se soigner.

Au-delà de la Grèce, ces événements montrent qu'il est vain de chercher à raisonner ou à implorer ceux qui sont les chiens de garde du capital. Ils ne cherchent pas à négocier avec les peuples, ils exigent leur soumission totale à la loi du capital. Sauf à les renverser, il n'y aura pas d'issue pour les exploités.

Notre santé en danger

En 2012, sur le pôle Metz-Trémery, il y avait 5 médecins du travail. Il en restait un seul avant la dernière embauche du Dr Kryvenak que la direction veut aujourd'hui voir partir.

Ces deux dernières années pas moins de 5 médecins ont quitté l'entreprise. La direction les rendrait-elle tous malades ?

En fait elle exige d'eux qu'ils soient les relais du DRH, bien avant de s'occuper de la santé des salariés.

Médecin... pas vétérinaire !

La direction veut pousser au départ la nouvelle médecin du travail embauchée début janvier.

Elle voudrait qu'elle intervienne sur les deux sites alors qu'elle a été embauchée pour le seul site de Borny. Par ailleurs, le médecin conteste les méthodes de la direction concernant les arrêts et les accidents de travail et l'ingérence du DRH au service médical.

Un médecin, c'est fait pour soigner des êtres humains, à l'usine des travailleurs. Pas pour faire le mercenaire de la DRH.

Non au delete des emplois !

La direction veut externaliser 64 salariés des services informatiques qui s'occupent d'assistance aux postes de travail.

Cette activité serait reprise par une filiale de Manpower, la société Proservia. Au passage les travailleurs seraient rattachés à une convention moins favorable que celle de la métallurgie.

80% des métiers des 2 000 postes des services informatiques sont classés « sensibles ». Dans les bureaux aussi, PSA s'apprête à sabrer dans les emplois et les conditions de travail et de salaire.

PSA : des salaires vont augmenter

7 400 euros, c'est ce que gagne tous les jours de l'année le PDG Tavares. Il y en a de mieux lotis que lui dans la catégorie des PDG de l'automobile : le PDG de Fiat palpe 85 000 euros par jour, celui de Renault-Nissan plus de 40 000 euros.

Tavares en queue de peloton ?

Pas pour longtemps selon le journal Les Echos « *il devrait, selon toute logique, rattraper le peloton dans les prochaines années. Le conseil de Peugeot a décidé, lui aussi, d'attribuer des actions de performance à partir de cette année pour s'aligner sur les pratiques internationales.* »

Et dire qu'on allait organiser une collecte !

Augmenter les salaires ! Y'a du cash !

« *L'un des exemples frappant de l'abondance de liquidité est le rachat par PSA Peugeot Citroën, d'une partie de sa dette...* » explique le journal économique Les Echos.

En langage clair, selon le vieil adage « *qui paye ses dettes s'enrichit* », les grands groupes capitalistes comme PSA ont tellement d'argent qu'ils arrivent même à rembourser de manière anticipée leurs emprunts.

Dorge va faire du blé ailleurs

Dorge s'est fait embaucher comme directeur de la Poste. Cet ancien directeur de Trémery, promu DRH du groupe, a été l'organisateur en chef de la fermeture de l'usine d'Aulnay ainsi que de l'accord de « compétitivité ».

Chez PSA, il a participé à la suppression de 14 800 emplois. Il va essayer sans doute de faire mieux à la Poste... sauf s'il tombe sur un os face aux postiers. C'est tout ce qu'on souhaite aux employés de la Poste !

Extraordinaire !

La direction de l'usine multiplie tellement les CE « extraordinaires » qu'elle n'arrive plus à les caser. Elle a fini par en convoquer un samedi dernier pour annuler l'équipe de nuit de dimanche au DV2.

Ils sont en bonne route pour annoncer le 31 décembre à minuit que le 1^{er} janvier serait travaillé...

Ils nous font marcher...

Toute une partie du parking a été fermée. La direction affirme que cela n'a rien à voir avec la proximité d'un secteur d'usinage qui relâche dans l'air des particules métalliques corrosives pour les carrosseries.

Ras le bol d'avoir à nous garer encore plus loin des tourniquets.

PSA se paye sur la bête

La direction a confirmé dans les réunions d'UEP vouloir vendre 22 hectares du terrain de l'usine que PSA a du avoir pour rien quand il s'est installé à l'époque de la reconversion de la sidérurgie.

La presse avait évoqué un montant de 6,6 millions déboursés par la communauté de communes, soit 300 000 euros l'hectare. Pour filer du fric aux actionnaires, les communes risquent d'augmenter les impôts locaux et fonciers.

L'usine est une vache à lait pour PSA qui maintenant voudrait s'y tailler un steak.